

Selon une enquête américaine, une partie de l'argent de la famille Pahlavi fut placé dans la Fondation Pahlavi dont la gestion passa sous la tutelle du régime des mollahs à la chute du Shah. Elle devint une de ces fondations opaques qui gèrent les caisses noires du régime. Elle changea de nom pour devenir la Fondation Alavi (ce qui veut dire la Fondation d'Ali – le fondateur spirituel du chiisme). Enquêtant sur les organismes finançant les activités terroristes et nucléaires de Téhéran, la justice américaine a découvert que la fondation possédait un immeuble sur la prestigieuse 5^e Avenue, d'une valeur de 2 milliards de dollars. Cet immeuble a été saisi en décembre 2008. Les autorités judiciaires ont aussi arrêté le responsable de la fondation.²³⁰

230 Associated Press, 20 décembre 2008, « Arrestation d'un responsable d'une fondation iranienne à New York ».



Argentine

CARLOS MENEM

Carlos Menem, président élu de l'Argentine de 1989 à 1999, aurait reçu 10 millions \$ placés sur un compte suisse pour avoir gardé le silence sur l'attentat du centre juif Amia en Argentine par les Iraniens. À la suite d'une commission rogatoire internationale, les autorités judiciaires suisses ont enquêté sur la présence de comptes bancaires appartenant à l'ancien président mais selon l'Office fédéral de la Justice rien n'aurait été trouvé.²³¹

Les autorités argentines continuent toutefois de soupçonner l'ancien président dans cette affaire, mais aussi pour d'autres faits. Ainsi, en mars 2009, la justice argentine a une nouvelle fois mis en accusation C. Menem pour corruption dans le cadre d'une enquête sur l'octroi d'un marché public en 1997 au groupe français d'électronique et de défense Thalès Argentine. Elle a ainsi placé sous séquestre plus de 50 millions de dollars (200 millions de pesos) de l'ancien président, devenu aujourd'hui sénateur.²³²

231 Communiqué de l'Office fédéral de la justice, 13 juillet 2004.

232 AFP, 23 mars 2009, « Thales : Menem accusé ».





Serbie

SLOBODAN MILOSEVIC

Président de la Yougoslavie puis de la Serbie de 1989 à 2000, Slobodan Milosevic aurait détourné plus d'un milliard \$, selon *Transparency International*. À la demande du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), le 23 juin 1999, les valeurs mobilières et immobilières ainsi que les comptes de l'ancien dictateur sont saisis, en Suisse et ailleurs. En 2002, le TPIY publie un rapport édifiant sur les réseaux financiers de l'ancien président pour contourner les sanctions internationales et financer une partie de l'économie de guerre. Mladan Dinkic, ancien gouverneur de la Banque centrale yougoslave, estime à 4 milliards de dollars l'ensemble de l'argent détourné des caisses de l'État par Slobodan Milosevic et les siens jusqu'au renversement du régime en octobre 2000²³³. Le rapport du TPI a remonté les filières pour plus de 500 millions de dollars qui ont circulé à travers de nombreuses sociétés écrans sur des comptes basés dans plus d'une cinquantaine de pays (Grèce, Allemagne, Autriche, Chypre, Suisse, Luxembourg, Liechtenstein, Singapour, Monaco, Guernesey, Jersey et Man...). Une autre affaire a également éclaté en 1998, lorsque des avions de SwissAir ont atterri à Belgrade avec des caisses remplies d'or. Selon une enquête de la LCI, une partie de l'argent aurait notamment transité par la France via le bureau parisien de la Banque franco-yougoslave.²³⁴ La mort de Milosevic, en mars 2006, a mis fin à l'ensemble des poursuites contre le dictateur.

233 Marc Semo, 8 juin 2002, « Le trésor de guerre de Slobodan Milosevic », *Libération*.

234 Léonard Vincent, 2 avril 2001, « Les bonnes affaires de la maison Milosevic », *document LCI*.



Zimbabwe

ROBERT MUGABE

Contexte

Robert Mugabe sera en 1980 le premier dirigeant du Zimbabwe indépendant. D'abord Premier ministre, il avouera dès 1982 que son régime a recours à la torture. En 1987, le poste de Premier ministre disparaît et Mugabe devient président de